N° 40 JUIN 2009 3 €

60 JOURS À CLICHY

LE PARTI SOCIALISTE ROMPT L'UNION DE LA GAUCHE À CLICHY !

VOIR PAGE 4

LE FRONT DE GAUCHE POUR CHANGER L'EUROPE ET SE FAIRE ENTENDRE

Deux ans : le bilan de la mandature de Nicolas Sarkozy est catastrophique dans notre vie quotidienne et pour notre pays.

Les licenciements, la déréglementation, la casse sociale, la baisse du coût du travail engendrent des souffrances immenses et font régresser le pouvoir d'achat et l'économie du pays.

Et pourtant, il y a beaucoup d'argent lorsqu'il s'agit de financer le bouclier fiscal, les stock-options, les parachutes dorés… Ce n'est plus supportable !

Les Français en colère manifestent

Les grandes mobilisations populaires des 19 janvier et 25 mars, celle, historique, du 1er Mai, prouvent la détermination des salariés du public et du privé, des retraités, des chômeurs, des personnes privées de logement, des sans-papiers, et leur aspiration à une unité plus forte encore pour faire bouger les choses face à un gouvernement et à un patronat qui opposent un mur de refus. D'autres mobilisations se préparent au niveau européen.

Les Clichois face aux problèmes non résolus

• Comment obtenir les financements nécessaires au débranchement de la ligne 13 demandés depuis tant d'années sans se rassembler avec les usagers et les élus des villes concernées par le trafic de cette ligne ?

• Comment obtenir gain de cause sur les tarifs du chauffage urbain si ce n'est en se mobilisant tous pour obtenir une commission d'enquête afin d'y voir plus clair et faire avancer le dossier ?

• Comment ne pas soutenir les hospitaliers de Beaujon, les cheminots, les employés communaux qui, en agissant contre la dégradation de leurs conditions de travail et de leurs salaires, luttent pour préserver notre droit à la santé, à la sécurité et au confort dans les transports, au logement social…

Le Front de Gauche, vraiment à gauche!

C'est le partage des richesses et la manière de les produire qui sont directement en cause. Pour un avenir progressiste, il est indispensable de changer de pouvoir et de politique. En France et en Europe.

Ce n'est pas la démarche, au contraire, du Parti Socialiste qui, de même que Gilles Catoire a exclu les élus communistes de la majorité municipale, joue la division en cherchant à mots plus ou moins couverts l'alliance avec le Modem.

Le Parti Communiste a décidé, pour sa part, de se rassembler avec le Parti de Gauche, des personnalités socialistes, des syndicalistes, des hommes et des femmes engagés sur des valeurs de réel progrès social.

Ils sont rassemblés au sein du Front de Gauche avec comme programme :

• Un nouveau projet social qui combat la loi de l'argent en Europe.

• Une Europe solidaire qui garantit la modernisation des services publics, des nationalisations d'un type nouveau, une grande visée écologique, un projet coopératif de désarmement, de paix et de codéveloppement.

Le vote utile

Clichois qui, majoritairement, avez voté « non » au traité de Maastricht ou qui avez été trompés par les vaines promesses d'une Europe sociale, le bulletin de vote du Front de Gauche, conduit par Patrick Le Hyaric en Île-de-France, est à votre disposition le 7 juin pour peser, tous ensemble, en faveur d'une Europe progressiste et pour faire entendre vos revendications.



Le 1er Mai, pour la première fois depuis quarante-huit ans, toutes les organisations syndicales appelaient ensemble à manifester pour l'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires, des pensions, pour la défense des emplois et des services publics. Le nombre des manifestants fut, lui aussi, historique !



Devant la mairie de Clichy, les syndicats unis s'apprêtent à partir à la manifestation.

UN COMITÉ DES USAGERS DE LA LIGNE 13 EST CRÉÉ À CLICHY

Le 5 février, les « Amis de *60 Jours* » et les élus communistes de Clichy invitaient les Clichois à venir s'informer et débattre des différentes solutions pour désengorger la ligne 13 sursaturée, avec la participation de Serge Médard, coordinateur C.G.T. du fonctionnement des lignes de métro.

• LES QUATRE SCÉNARIOS DE LA R.A.T.P. ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS :

- Le prolongement de la ligne 14 jusqu'à la Mairie de Saint-Ouen, via une nouvelle station à Clichy proche de la Maison du peuple.
- Le prolongement de la ligne 4 au-delà de la Porte Clignancourt vers la Mairie de Saint-Ouen.
- L'Arc express Saint-Denis-La Défense appelé aussi « Métrophérique ».
- Le dédoublement de la ligne 13.

Toutes ces possibilités apportent des améliorations, facilitant les liaisons de banlieue à banlieue, et satisferaient les usagers tout au long des quartiers desservis par ces lignes.

• LE DÉDOUBLEMENT, SEULE VRAIE SOLUTION

Mais un seul scénario engendrerait une véritable solution pour les usagers de la ligne 13 : son débranchement et son dédoublement.

La structure même en « fourche » – deux branches débouchant sur une seule ligne – est la cause de l'engorgement, reconnu par tous, et crée (avec tous les risques humains que l'on connaît) une surcharge de 115 % par rapport au nombre d'usagers que la ligne devrait transporter dans des conditions normales de confort et de sécurité.

C'est d'ailleurs à l'unanimité que les personnes présentes se sont prononcées sur l'urgence d'imposer cette solution.



Les Clichois étaient là lors du rassemblement des comités d'usagers de la ligne 13, le 27 mars, devant le siège du S.T.I.F. à Paris.

• Création du Comité d'usagers de Clichy

- Le 18 mars, s'est constitué le Comité d'usagers clichois de la ligne 13, autour de Jean-Claude Guillou et d'Annie Mendez, conseillère municipale communiste (contact : jceguillou.ligne13@yahoo.fr).
- Le 27 mars, le Comité participait au rassemblement des comités d'usagers d'Asnières, Gennevilliers, Saint-Denis, Bagneux et Malakoff, devant le siège du Syndicat des Transports d'Île-de-France (S.T.I.F.), au 11, avenue de Villars à Paris 7e.

• LE PROJET DU S.T.I.F.

Le S.T.I.F. a adopté, le 8 avril, un projet de prolongement de la ligne 14 jusqu'à la Mairie de Saint-Ouen, estimé à 900 millions d'euros pour huit ans de travaux, après deux ans de dépollution des terrains de Saint-Ouen : rendez-vous en 2019 !

Or, le coût du dédoublement de la ligne 13 est de 600 millions d'euros pour cinq ans de travaux. Le dédoublement reste la meilleure solution pour les Clichois !

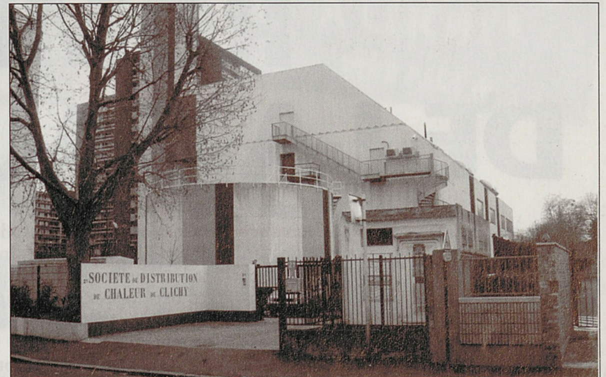
GILLES CATOIRE SUR LE GRIL DU CHAUFFAGE URBAIN !

DES HAUSSES EXORBITANTES

Plus 50 % d'une année sur l'autre, le prix du chauffage urbain avait en 2004 fait éclater la colère des locataires de l'O.P.H.L.M. de Clichy.
Une colère d'autant plus légitime que tout le monde savait officiellement depuis l'an 2000 que les tarifs de la S.D.C.C., la Société de distribution de chaleur de Clichy, filiale du groupe multinational Suez, étaient plus élevés qu'ailleurs : entre 30 % et 50 % selon tous les rapports d'experts.
Il fallait donc trouver les causes et les responsables pour corriger ces inacceptables anomalies.
Mais malgré plusieurs réunions, s'étalant sur trois ans, de la Commission consultative des services publics locaux, impossible de savoir d'où venaient ces anomalies et, donc, quelles mesures prendre pour obtenir une baisse significative des prix, le remboursement des sommes trop versées par les Clichois durant des années, et pour éliminer les incohérences juridiques de la concession passée entre la Ville et le fournisseur de vapeur.
Il fallait donc savoir pourquoi les quatre rapports des experts pointant tous de gros dysfonctionnements étaient restés lettre morte. Ce dossier est sur la place publique depuis dix ans mais les énigmes demeurent.

PLUS 50 % D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE…

Nous étions en présence d'un blocage du maire de Clichy puisque, en 1995, il renouvela sans rien y changer la concession jusqu'en 2015.
C'est la raison pour laquelle Guy Schmaus réclame avec les élus communistes depuis plus d'un an la création d'une « mission d'information et d'évaluation » sur le chauffage urbain de Clichy, prévue par une loi initiée par Lionel Jospin en 2002. Elle est de droit si un sixième des élus municipaux le demande. C'est le cas à Clichy !
Mais, lors du Conseil municipal du 24 mars, Gilles Catoire est allé jusqu'à lever la séance pour empêcher la discussion et le vote du vœu communiste réclamant cette mission d'information. Guy Schmaus a donc saisi le préfet qui, dans sa réponse du 27 avril, indique qu'il a demandé des explications au maire de Clichy.
Souhaitons qu'une Commission d'enquête réellement pluraliste, où chaque groupe du Conseil municipal pourra désigner un titulaire avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, conformément à la loi, voie enfin le jour au prochain Conseil municipal ! C'est cela la démocratie.
Cette commission devra en six mois éclaircir les mystères du chauffage urbain et conclure par des propositions concrètes, comme le remboursement des sommes dues aux Clichois.



SUEZ A LES MOYENS DE REMBOURSER LES CLICHOIS !

Tous les Clichois sont concernés, soit comme contribuables, soit comme contribuables et consommateurs à la fois.

DES TARIFS PLUS ÉLEVÉS QU'AILLEURS : ENTRE 30 % ET 50 % …

La liste des abonnés, quant à elle, est éloquente : bâtiments communaux, écoles, Office de l'habitat, hôpital Beaujon, Fondation Roguet, L'Oréal, Verger Delporte et de nombreux copropriétaires…
Au bout du compte, le groupe Suez, qui a fait 6,5 milliards d'euros de profits en 2008, a les moyens de dédommager les Clichois. Et la municipalité a besoin de mettre rapidement un peu d'ordre dans ses rapports avec la S.D.C.C…
Ainsi, les Clichois auront enfin leur chauffage urbain à un prix comparable à celui des autres.

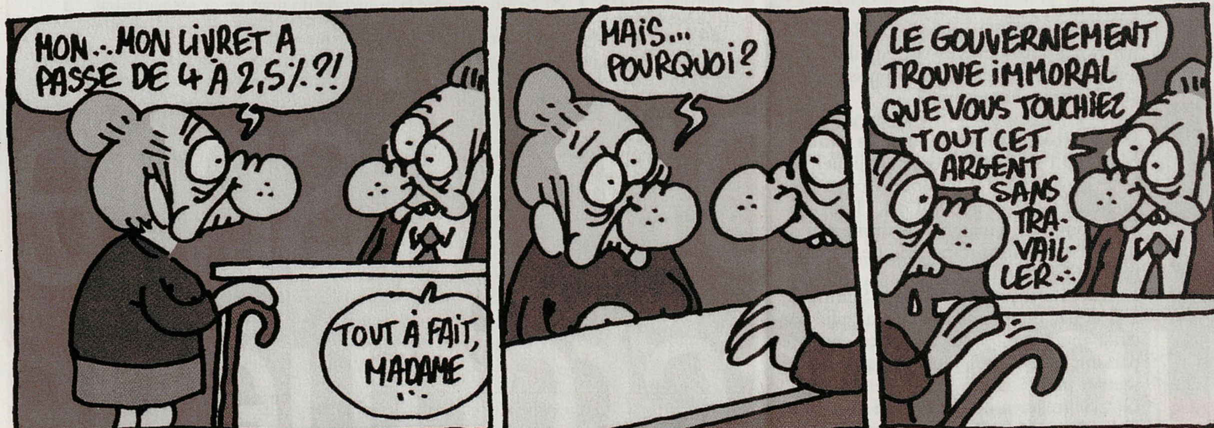
…MAIS GILLES CATOIRE LÈVE LA SÉANCE POUR EMPÊCHER LA DISCUSSION !

Il serait utile que la loi Jospin soit complétée par un contrôle citoyen du fonctionnement de cette société financée par nos deniers.

1-9, RUE DU MARÉCHAL-DE-LATTRE ADIEU À LA CAGE À LAPINS !

Cinq ans d'actions des locataires, cinq ans d'affrontements avec les pouvoirs publics et avec la direction de l'Office d'H.L.M. qui voulait supprimer les 120 balcons dangereux sans les remplacer ! Certains souhaitaient même démolir tout l'immeuble à cause des fissures et autres dégradations dues au manque d'entretien.
Mais, grâce à l'action opiniâtre des locataires et de leur Amicale, la réhabilitation a été gagnée.
Les travaux sont actuellement bien avancés sous la conduite de l'entreprise G.T.M.
Balcons neufs, ascenseurs changés, électricité mise aux normes, salles de bain, cuisines et W.-C. remis à neuf….
Il reste à terminer les terrasses, à réhabiliter les halls d'entrée, les façades et les abords.
Le chantier s'élèvera à 7 millions d'euros.
Un gros chantier qui couronne une grande victoire.
Par un vote à bulletin secret, les locataires ont décidé de donner le beau nom de Guy Môquet à leur immeuble, ce jeune lycéen communiste de 17 ans fusillé à Châteaubriant le 21 octobre 1941.
Clichy pourra dire adieu à cette cage à lapins et saluer un bâtiment digne d'éloges.
Félicitations à tous les artisans de cet important succès !





UN PLAN LOCAL D'URBANISME LOURD DE MENACES

Le Plan local d'urbanisme (P.L.U.) va être soumis à l'avis des Clichois sous forme d'enquête publique, sans doute en juin.
Les Clichois pourront ainsi venir à la mairie consigner par écrit leur avis.
Les défauts du Plan local d'urbanisme sont évidents, comme la surdensification de la ville et les tours de grande hauteur qui s'inscrivent dans le Grand Paris, métropole de la finance de Sarkozy, voulue au détriment de la vie des habitants, de la formation des jeunes et de l'emploi des Franciliens.
De plus, le texte justifie les craintes pour l'avenir des ateliers de la S.N.C.F. et de leurs 350 emplois. *60 Jours à Clichy* reviendra sur cette affaire lourde de menaces pour les transports en commun, pour l'environnement et pour les voyageurs.

60 Jours à Clichy
87, rue Martre 92110 Clichy
Directeur de la publication : Guy Schmaus
Dépôt légal : mai 2009.
Numéro ISSN : en cours
Imprimerie Roques, Paris 20e

AVEC L'ÉVICTION DES ÉLUS COMMUNISTES

LE PARTI SOCIALISTE ROMPT L'UNION DE LA GAUCHE À CLICHY !

La droite se réjouit, mais les Clichois s'inquiètent, car le passé leur revient en mémoire. Déjà, de 1947 à 1983, Clichy fut gérée par une alliance entre le Parti socialiste et la droite centriste.
Leur bilan n'a rien de reluisant : déficit des logements sociaux et acceptation du métro au rabais avec une seule station à Clichy, pour éviter de passer sous la Seine.
A la suite de l'élection présidentielle de 1981, Clichy a pris les couleurs de la gauche grâce à l'entrée des communistes dans la gestion de la ville et au départ de la droite.
C'est ce qui a permis, entre autres, un bond en avant du logement social, la sauvegarde de la caserne des pompiers et une meilleure écoute des attentes clichoises.
En chassant les communistes de la mairie, le 18 octobre 2008, Gilles Catoire et le Parti socialiste ont rompu avec l'union de la gauche.

COMMENT CELA S'EST PASSÉ ?

• 14 octobre 2008 : au nom des élus communistes, Annie Mendez explique au Conseil municipal pourquoi ils voteront contre le projet de Plan local d'urbanisme. « Ce n'est pas de tours de grande hauteur dont Clichy a besoin, insiste-t-elle, mais de logements sociaux pour les 4 000 familles mal logées, d'une ligne 13 du métro désaturée et d'une ville sans habitants supplémentaires. »
• 18 octobre 2008 : le vote sur le projet du Plan local d'urbanisme donne les résultats suivants : 31 voix pour : les socialistes, le P.R.G., le Mouvement radical, les divers gauche, les Verts, Lutte Ouvrière ; 11 voix contre, dont celles des communistes.
Concernant le Plan local de l'habitat, les communistes s'abstiennent car l'engagement est pris de réserver 40 % des constructions nouvelles aux logements sociaux.
• 20 octobre 2008 : le maire prend prétexte de l'hostilité des élus communistes au projet de Plan local d'urbanisme pour leur retirer leurs responsabilités municipales. Il les qualifie de « fantômes » qui se « tournent les pouces ».
• 18 novembre 2008 : le maire refuse la parole à Guy Schmaus qui veut expliquer la gravité de la suppression des responsabilités aux élus communistes. Au fond, les communistes n'intéressent Gilles Catoire que la veille des élections car il a besoin de leurs voix pour être élu ! Mais, aussitôt après, il les jette comme des Kleenex !
• 16 décembre 2008 : le Conseil municipal vote la suppression des fonctions de maires adjoints à Annie Mendez et à Christian Garnier :
- 23 élus approuvent (socialistes, Verts, divers gauche)
- 4 élus sont contre (communistes et Lutte Ouvrière)
- 7 s'abstiennent (P.R.G.)
- 6 ne prennent pas part au vote.
- 2 sont absents.



Guy Schmaus, Annie Mendez et Christian Garnier ont été privés de leurs responsabilités municipales par Gilles Catoire parce qu'ils ont osé dire «non» à un Plan local d'urbanisme qui ne répond pas à l'intérêt des Clichois. Élus par les Clichois, ils restent conseillers municipaux et continueront à les défendre au mieux.

• C'est ainsi que les élus communistes ont été chassés de leurs bureaux, privés de leurs deux collaborateurs, dont l'un est au chômage, et dépourvus de moyens pour travailler au service des Clichois.

GILLES CATOIRE NE SUPPORTE PAS QU'UN ÉLU VIVE DEPUIS 43 ANS LA VIE, LES DIFFICULTÉS ET LES LUTTES DES FAMILLES POPULAIRES !

GUY SCHMAUS CHASSÉ DE SON HLM

En 1966, Guy Schmaus, son épouse et leurs trois enfants arrivent au 9, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny ; fraiseur-outilleur, il avait été licencié de chez Citroën et était le seul à ramener une paie pour faire vivre sa famille.

Un salaire et une vie comme tout le monde

Quand il a été élu sénateur, son train de vie n'a pas changé. En effet, au Parti communiste, les élus reversent l'intégralité de leurs indemnités et ne perçoivent en retour qu'un salaire équivalent à celui d'un ouvrier de la Région parisienne.
Toutes ses indemnités pour ses autres mandats au Conseil régional et au Conseil général, au Conseil municipal, comme maire adjoint, puis conseiller délégué, furent versées dans leur intégralité au P.C.F.
La vie de Guy Schmaus, quel que soit le montant de ses indemnités, est donc comparable à celle des autres familles habitant dans les H.L.M.



Guy Schmaus vivait ici depuis 43 ans.



Vivre en H.L.M. lui permettait de partager les difficultés qu'ont toutes les familles populaires.
Si ce principe était appliqué par les autres partis politiques, croyez-vous qu'il y aurait autant de profiteurs dont la presse se fait si souvent les choux gras ?

Un militant gênant pour le maire

Mais l'O.P.H.L.M. a voulu appliquer dès le 1er janvier 2009 la loi Boutin, contrairement au Conseil général des Hauts-de-Seine pourtant à majorité de droite et à de nombreuses municipalités de gauche, comme Gennevilliers.
Le surloyer que payait Guy Schmaus, 292 € par mois, a alors été multiplié par cinq, aboutissant à des quittances, avec le parking, de 2 000 €. Plus cher que dans le secteur privé !
Guy Schmaus a donc bien été chassé du H.L.M. où il vivait depuis quarante-trois ans parce que l'activité d'un élu communiste avec et pour les locataires de son H.L.M. était insupportable au président de l'Office, Gilles Catoire.

Toujours Clichois, auprès des Clichois

Guy Schmaus reste cependant conseiller municipal et a choisi de continuer à habiter Clichy, dans un logement du secteur privé qui lui coûtera 600 € de moins par mois que ce que voulait lui imposer l'Office. Il continuera à exercer son mandat d'élu municipal et contribuera à aider l'activité du Parti communiste de Clichy.

Le blog des militants et élus communistes de Clichy : http ://communistesclichy92.elunet.fr

Gilles Catoire voudrait nous étrangler...

AIDEZ «60 JOURS À CLICHY »!

Ce sont les indemnités des élus communistes qui ont toujours servi à financer votre journal, comme elles ont servi à assurer les frais généraux du Parti communiste français. Depuis octobre 2008, les élus communistes ne perçoivent plus d'indemnités municipales : la perte est d'environ 3 000 € par mois. Or, le coût d'un numéro de *60 Jours* dépasse 6 000 €. C'est ce qui explique la réduction du nombre de ses parutions.

***60 Jours à Clichy* continuera à vivre grâce à vous et pour vous**
• N'est-il pas le journal qui vous révèle les vérités qu'on vous cache sur le chauffage urbain ?
• N'est-il pas le seul journal libre, fait par des Clichois pour les Clichois ?
• N'est-il pas au cœur de la vie clichoise, de vos revendications, de vos difficultés, comme de vos succès et de vos espoirs ?

Voilà pourquoi vous avez besoin qu'il continue sa route avec vous, pour vous.
En l'aidant, vous vous aidez vous-même.
En versant 16 € par an, vous le recevrez chez vous.
Merci d'avance pour votre soutien.

NOM .... PRÉNOM ....
ADRESSE ....
....
Tél. : .... E-mail : ....
Je verse .... € pour *60 Jours à Clichy*

À faire parvenir à «Association des Amis de 60 Jours à Clichy», 87, rue Martre 92110 Clichy

EUROPÉENNES

LE 7 JUIN, LE SEUL CHOIX À GAUCHE, C'EST LE «FRONT DE GAUCHE»!

À QUOI SERVENT LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES?

Chaque pays membre de l'Union européenne doit élire ses représentants au Parlement européen le 7 juin. L'Allemagne disposera de 99 sièges ; la France, le Royaume-Uni et l'Italie éliront 72 députés chacun ; l'Espagne 50 députés, etc. Au total, le Parlement est composé de 736 députés représentants des vingt-sept pays.

Pour cette élection, la France a été divisée en cinq grandes circonscriptions électorales : Île-de-France (13 sièges à pourvoir), Nord-Ouest (10 sièges), Sud-Ouest (10 sièges), Sud-Est (13 sièges), Est (9 sièges), Ouest (9 sièges), Centre-Massif Central (5 sièges) et TOM-DOM (3 sièges).

QUEL EST LE MODE DE SCRUTIN ?

L'élection se fait à la proportionnelle et il n'y aura donc qu'un seul tour : dans chaque grande circonscription, la répartition des sièges se fera proportionnellement au nombre de voix obtenu par chaque liste. Ainsi, chaque voix compte, aucune voix n'est perdue.

Le « vote utile » ne sert donc à rien, et chacun peut voter en fonction de ses convictions profondes. Tous les électeurs inscrits sur la liste électorale peuvent voter dans leur bureau habituel.

LE PARTI COMMUNISTE PRÉSENTE-T-IL UNE LISTE ?

Oui, c'est la liste Front de Gauche. Dans chacune des régions, le P.C.F. a proposé des listes de rassemblement ouvertes, composées de candidats bien décidés à s'opposer aux mauvais coups de cette Europe capitaliste, au service de la finance.

Tous veulent que le « non » des Français au référendum soit respecté, refusent le traité de Lisbonne et proposent d'ouvrir le chantier d'une autre construction européenne, au service des peuples, cette fois-ci.

Les listes du Front de Gauche rassemblent, outre le P.C.F., le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, des représentants de la gauche unitaire venus de la L.C.R., des représentants du mouvement social, des syndicalistes… On regrettera que le N.P.A. de Besancenot ait choisi la division. En Île-de-France, c'est Patrick Le Hyaric, le directeur de *L'Humanité Dimanche*, qui conduit la liste Front de Gauche, entouré de Raquel Garrido (P.G.) et de Christian Piquet (Gauche Unitaire).

FAUT-IL VRAIMENT VOTER, ALORS QUE CETTE EUROPE N'A RIEN APPORTÉ DE BON À NOTRE PEUPLE ?

Oh, que oui ! La finance et nos gouvernants veulent nous faire payer la crise. Il faut les en empêcher. La grande question politique, c'est l'utilisation de l'argent : ils veulent à tout prix que la Banque Centrale Européenne continue à financer les marchés financiers et non la satisfaction des besoins. Or, pour sortir de la crise, il faut faire l'inverse !

Attention au piège tendu : la droite européenne et les milieux patronaux comptent sur l'abstention pour accentuer leurs mauvais coups et casser les protections sociales ! Il faut des députés qui résistent, bloquent les mauvaises directives et défendent en toute occasion l'intérêt des salariés.

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS VEULENT PASSER OUTRE LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM DE 2005?

Absolument, ils veulent effacer le vote négatif des Français. Les Français doivent prolonger leur « non » au référendum. Le puissant mouvement social et les luttes en cours, après le beau 1er Mai unitaire, trouvent leur traduction dans le vote Front de Gauche.

Sarkozy, Bayrou, Royal, Aubry, Cohn-Bendit, Catoire à Clichy, tous sont de fervents partisans de cette construction européenne qui nous fait tant de mal. Tous acceptent le traité de Lisbonne, malgré le « non » des Français et des Clichois au référendum…

À l'inverse, le P.C.F. et le Front de Gauche refusent clairement ce traité. Il ne peut y avoir d'Europe sociale dans le cadre de ce traité de Lisbonne qui exacerbe la concurrence.

Voter Le Hyaric, c'est voter pour les opposants les plus résolus à Sarkozy.



Augmenter les salaires, créer plus d'emplois, développer les services publics, cela se défend dans les entreprises, à l'Assemblée nationale, mais aussi au Parlement européen. Le 7 juin, le vote pour le Front de Gauche sera le seul à peser en ce sens.

U.M.P., MODEM ET P.S. N'ONT-ILS PAS TROMPÉ LES FRANÇAIS ET PROMIS MONTS ET MERVEILLES AVEC L'EUROPE ?

C'est, en effet, l'inverse des promesses qui s'est produit. Leur Europe, c'est 20 millions de chômeurs, les bas salaires, la concurrence, les privatisations, la mort des services publics et l'alignement sur les États-Unis avec l'OTAN.

L'ambition des dirigeants européens reste de faire payer la crise du capitalisme financier aux salariés pour relancer la machine folle. La droite et le P.S. sont, hélas ! alliés au niveau européen et gèrent l'Europe main dans la main. On comprend que de nombreux socialistes sincères rejoignent le Front de Gauche.

Aujourd'hui, la même politique au service des puissants, des privilégiés de la fortune, des sociétés multinationales, est mise en œuvre au niveau européen, à Paris avec Sarkozy, à Londres avec le socialiste George Brown, à Madrid avec le socialiste Zapatero ou à Berlin avec la chancelière Angela Merkel qui gouverne en alliance avec les socialistes et les Verts.

Cette Europe, les peuples n'en veulent pas ! Au fond, le 7 juin, en votant pour le P.C.F. et le Front de Gauche, les Clichois ont la possibilité de dire : « Stop ! Ça suffit comme ça ! »

D'où le slogan du P.C.F. et du Front de Gauche :

« Changer vraiment en France et en Europe, les deux sont liés… »

QUELLES SONT LES GRANDES LIGNES MISES EN AVANT PAR LE FRONT DE GAUCHE ET LE PARTI COMMUNISTE ?

Les priorités, ce sont :

- **la création d'emplois** avec l'interdiction des licenciements
- des droits nouveaux pour les salariés
- de nouveaux types de crédits pour les PME
- la relance de **la consommation populaire** : le relèvement du SMIC (à 1 600 €), l'augmentation des salaires, des retraites et des pensions
- la défense et la promotion des services publics en Europe
- le développement de la politique de santé et des hôpitaux publics
- l'essor des transports publics
- une grande politique de l'éducation nationale et de la recherche ouverte aux coopérations européennes
- une politique environnementale dégagée du carcan de la rentabilité et des lobbies industriels…

Tous ceux qui luttent : les salariés, les étudiants, les locataires, les féministes, les écologistes véritables ont intérêt à voter pour la liste conduite par Patrick Le Hyaric. Voilà comment chacun peut exprimer efficacement sa colère !

MAIS SI L'ON NE VEUT PAS VERSER DANS LA DÉMAGOGIE, COMMENT FINANCER CELA ?

Effectivement, il ne suffit pas de dénoncer le capitalisme et de promettre la lune. D'où les réformes transformatrices s'attaquant à la logique capitaliste, proposées par le P.C.F. Il faut une autre utilisation des richesses créées en France et en Europe :

- Le Parti communiste propose de s'attaquer à la logique capitaliste et de nationaliser les banques en créant un pôle bancaire public afin que l'argent du crédit aille désormais à la création d'emplois, à l'investissement, à la formation, et soit rendu dissuasif pour la spéculation. Cela vaut pour la Banque Centrale Européenne qu'il faut impérativement réorienter afin qu'elle serve l'emploi et la croissance, les besoins sociaux.
- D'une manière générale, l'imposition sur les profits, les banques, les titres financiers doit être renforcée afin de financer les besoins en matière de santé, de transport, d'éducation, de logement, d'environnement…

MAIS L'UNION EUROPÉENNE, BRUXELLES OU STRASBOURG NE SONT-ILS PAS LOINTAINS, HORS DE PORTÉE DU CITOYEN ?

La droite et les multinationales voudraient le faire croire. Mais rien n'est hors de portée des mobilisations populaires puissantes : la mobilisation des Français a mis en échec la circulaire Bolkestein qui visait à casser les services publics pour faire régner la concurrence sans entraves et, tout récemment, la tentative de la Commission Européenne de faire adopter la semaine de 65 heures !

POUVEZ-VOUS DONNER DES EXEMPLES D'IMPACT SUR LA VIE QUOTIDIENNE DES CLICHOIS ?

- Prenons la ligne 13 : l'État nous dit qu'il n'y a pas assez d'argent pour le débranchement… Mais pourquoi, sinon parce que droite et socialistes restent crispés sur le respect du pacte de stabilité qui bloque, en effet, les dépenses publiques utiles de l'État ?
- Université et recherche : les projets Darcos et Pécresse ne sont rien d'autre que la concrétisation du processus de Bologne visant à harmoniser les systèmes de formation et à créer un vaste marché des savoirs.
- L'Europe actuelle pousse à la privatisation des services (E.D.F., G.D.F., La Poste, la S.N.C.F., etc.), qui mène à la casse l'emploi et à des tarifs trop chers pour les familles modestes.
- Il en est de même pour la santé, avec le projet Bachelot qui traduit l'orientation européenne tendant à ouvrir au privé le marché de la santé.
- Et c'est pareil pour la loi Boutin qui casse les H.L.M. et chasse les couches moyennes, les privant (comme y pousse l'Union européenne), ainsi que nombre de familles modestes, du droit à l'accès au logement social.
- Idem pour le Grand Paris, qui n'est rien d'autre que l'ambition d'aménager l'Île-de-France au service, non de ses habitants, mais des marchés financiers pour attirer les capitaux spéculatifs, dans le cadre d'une mise en concurrence des régions en Europe.

Il faut donc tout revoir et construire une Europe autre que cette Europe capitaliste au service de l'argent roi !

